

PLAN DE RUPTURE

Sept dossiers, environ 2 500 pages de documentation rigoureusement sourcée, offerts à toutes les bonnes volontés pour redresser la France démocratiquement.

310 à 360

milliards d'euros par an d'économies documentées, à l'horizon d'un mandat présidentiel

7

DOSSIERS
COMPLETS

~2

500

PAGES
SOURCÉES

1 494

AGENCES AU
CRIBLE

159

RÉFORMES

David SALVAN • Coutansouze, Allier

Document offert gratuitement à toute formation politique, parlementaire, journaliste, citoyen. Sans droit d'auteur économique, sans récupération exclusive.

11 catégories thématiques, 159 mesures

Le Plan de Rupture rassemble les leviers structurels d'économies budgétaires et de souveraineté nationale, organisés en onze grandes catégories. Sources mobilisées : rapport sénatorial n° 807 (commission Barros-Lavarde), Cour des comptes, Insee, Drees, Légifrance.

CIBLE GLOBALE CONSOLIDÉE, APRÈS DÉDUPLICATION DES RECOUPEMENTS

310 à 360 milliards d'euros par an

à l'horizon d'un mandat présidentiel, sans hausse d'impôt, sans licenciement sec

01 Institutions et représentation politique

4 à 6 milliards €/an

Réduction du nombre d'élus, transparence, encadrement des cabinets, suppression du CESE et des CESER.

125 députés, 125 sénateurs, fin du cumul des mandats exécutifs

02 Structures administratives et fonction publique

40 à 60 milliards €/an

Suppression de l'échelon régional, suppression des intercommunalités, nettoyage législatif.

Aucun licenciement sec, mobilité interne accompagnée

03 Agences et opérateurs de l'État (4 catégories)

40 à 77 milliards €/an

1 494 entités triées : 552 préservées (Cat A), 35 grappes fusionnées (Cat B), réintégrations (Cat C), suppressions (Cat D).

Modèle ASNR, Manufactures, RMN-Grand Palais

04 Justice

2 à 4 milliards €/an

Déploiement de l'IA dans les 165 tribunaux, déjudiciarisation des contentieux simples.

Intervention humaine obligatoire en décision défavorable

05 Santé

8 à 15 milliards €/an

Réorganisation hospitalière, IA au service des soignants, réforme des dépassements d'honoraires.

Plus de soignants, moins d'administratif

06 Fiscalité et prélèvements obligatoires

50 à 100 milliards €/an

Plafonnement constitutionnel à 50% des prélèvements, lutte contre la fraude par IA, réforme du CIR.

Baisse de pression fiscale, hausse du rendement

07 Énergie, carburants, souveraineté

5 à 10 milliards €/an

Sortie de l'ARENH, nucléaire 4e génération (projet Astrid), renationalisation des autoroutes, -20 cts/L sur les carburants.

Souveraineté énergétique reconquise

08 Agriculture, industrie, économie

30 à 50 milliards €/an

Conditionnalité des aides aux grandes entreprises, simplification radicale, label fait maison contraignant.

Engagement décennal des diplômés des grandes écoles

09 Souveraineté numérique et IA

46 à 80 milliards €/an

Architecture IA souveraine, hébergement SecNumCloud ANSSI, formation de 2,4 millions d'agents publics.

Réversibilité contractuelle 12 mois entre éditeurs

10 Équilibre budgétaire constitutionnel

Cadre contraignant

Constitutionnalisation de l'équilibre (modèle suisse, allemand), 8 révisions constitutionnelles documentées.

Bilan public à mi-mandat devant le Congrès à Versailles

11 Aides sociales, transparence

15 à 30 milliards €/an

Lutte anti-fraude par IA, plateforme de transparence intégrale, réforme du financement public des syndicats.

Carte Citoyenne Universelle, aides en nature

Σ Note méthodologique

La somme arithmétique brute dépasse la cible globale. Des recoupements existent entre dossier fondateur et dossiers complémentaires. La cible consolidée 310-360 milliards/an élimine les doubles comptes.

Une démarche citoyenne rigoureuse

Le Plan de Rupture repose sur trois principes méthodologiques intangibles et six garanties non négociables, inscrites dans les textes opérationnels et opposables à toute critique.

1. Sourçage rigoureux ligne à ligne

Aucune affirmation sans source publique et vérifiable. Rapport sénatorial n° 807 de la commission Barros-Lavarde (1 494 entités identifiées), Cour des comptes, Insee, Drees, Légifrance, jaunes budgétaires annexés au projet de loi de finances, jurisprudence Conseil constitutionnel et Conseil d'État, inspections générales (IGAS, IGF, IGEDD).

2. Présomption d'innocence et anti-diffamation

Aucun qualificatif subjectif sur les personnes physiquement identifiables (responsables politiques, hauts fonctionnaires, dirigeants d'opérateurs). Respect strict de la présomption d'innocence pour toute procédure judiciaire en cours. Aucune liste nominative d'entités privées commerciales sans source publique.

3. Double registre, technique et pédagogique

Chaque section technique du Plan est doublée d'un encart accessible aux décideurs non spécialistes, expliquant chaque terme et chaque mécanisme comme si l'on s'adressait à un lecteur sans formation préalable. Le Plan refuse l'élitisme du langage technique opaque.

LES SIX GARANTIES INTANGIBLES

GARANTIE 1

Aucun licenciement sec

Aucun fonctionnaire titulaire ne perd son emploi. Réduction des effectifs par cinq leviers non coercitifs uniquement.

GARANTIE 2

Aucune privatisation régalienne

Justice, sécurité, défense, éducation, santé publique, protection sociale restent strictement publiques.

GARANTIE 3

Aucune hausse d'impôt

Économies par réduction des dépenses inutiles uniquement. Plusieurs propositions baissent même la pression fiscale.

GARANTIE 4

Souveraineté numérique

Cloud souverain SecNumCloud certifié ANSSI, clause de réversibilité contractuelle de 12 mois entre éditeurs.

GARANTIE 5

Contrôle parlementaire

Délégation paritaire 12 députés + 12 sénateurs, audit annuel public Cour des comptes, bilan Congrès Versailles à mi-mandat.

GARANTIE 6

Bien commun citoyen

Plan offert gratuitement à toute formation politique. Sans droit d'auteur économique, sans récupération exclusive.

ET MAINTENANT

Cinq manières de contribuer

Le Plan de Rupture est une contribution citoyenne ouverte. Aucune action symbolique : tout est utile.

LIRE

Approfondir les sept dossiers, accessibles en libre consultation. Chaque réforme y est documentée poste par poste, avec ses sources, son chiffrage et ses fondements juridiques.

PARTAGER

Diffuser cette plaquette autour de soi, dans ses groupes, ses cercles professionnels et familiaux. Les algorithmes ne feront pas ce travail à votre place.

COMPLÉTER

Adresser corrections, sources nouvelles, angles morts, objections à l'auteur. Le Plan est un bien commun, vivant, qui s'enrichit de chaque contribution.

INTERPELLER

Tagger ses élus, ses parlementaires, les candidats à toute prochaine élection. Exiger des réponses publiques, des engagements écrits, du concret.

EXIGER

Demander que tout programme électoral charge du concret, du sourcé, du chiffré, avec la même rigueur méthodologique. Plus de slogans creux, plus de promesses sans calculs.

*Il ne nous appartient plus d'être **spectateurs du déclin**.
Il nous appartient de contribuer à **redresser la barre démocratiquement**,
avant que les marchés ou la rue ne s'en chargent à notre place.*

DAVID SALVAN • COUTANSOUZE, ALLIER

Les sept dossiers du Plan

Aucune inscription, aucune contrepartie, aucune récupération exclusive. Bien commun citoyen offert à toutes les bonnes volontés.

1

Dossier fondateur actualisé

Document généraliste de 28 sections thématiques et 4 pièces jointes opérationnelles.

delta-sierra.com/articles/reforme-etat-dossier.html

2

Réforme des 1 494 agences (architecture méthodologique)

La méthode de tri en quatre catégories (garder, fusionner, réintégrer, supprimer).

delta-sierra.com/articles/reforme-agences.html

3

Catégorie A, 552 agences à garder et rationaliser

Audit, mutualisation, intelligence artificielle. 30,6 à 56,9 milliards d'euros par an.

delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-2-souverainete.html

4

Catégorie B, 35 grappes de fusion

Modèles ASN, Manufactures, RMN-Grand Palais. 2,3 à 4,1 milliards d'euros par an.

delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-3-fusion.html

5

Catégorie C, agences à réintégrer dans leurs ministères

Missions légitimes, autonomie juridique injustifiée. 5 à 12 milliards d'euros par an.

delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-4-reintegration.html

6

Catégorie D, suppressions définitives

23 opérateurs majeurs (ADEME, OFB, AFITF, ARS, DRAAF) plus 316 comités Théodule. 2,5 à 4,4 milliards d'euros par an.

delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-5-suppression.html

7

Annexes opérationnelles (kit complet de mise en œuvre)

Kit de démantèlement, calendrier 24 mois, répertoire juridique avec 4 modèles d'amendements parlementaires, réfutation argumentée des 12 objections.

delta-sierra.com/articles/dossier-complementaire-6-kit.html